
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. CXLI.

Du Dimanche 22 Novembre 1789.

FINANCES.

LA discussion du plan de M. Necker sur la banque nationale, a occupé les deux dernières séances.

Les orateurs inscrits pour traiter cet objet, ont été appelés en vain; on eût dit que le discours du ministre avoit désarmé la critique, mais bientôt après M. de Mirabeau a bien prouvé le contraire.

« Le plan de M. Necker, a-t-il dit, est si redoutable en tout sens; il inspire un tel effroi à ceux-là même qu'il est destiné à sauver, que les financiers & les propriétaires ruraux, les gens d'affaires & les citoyens, le reprouvent à l'envi..... Nos maux sont grands sans doute, mais devons-nous en attendre le remède de la caisse qu'on veut établir? Sommes-nous donc réduits à cette honteuse nécessité? Non, sans doute; je le répète, afin que le ministre & ses amis y regardent de plus près. Qu'attendez-vous de la caisse d'escompte? Si la nation ne mérite pas de crédit, toutes les ressources de cette compagnie de finance deviendront infructueuses.

M. de Mirabeau a posé ensuite comme un grand principe en cette matière, qu'une banque n'est pas bonne, si elle ne donne pas l'assurance que ses billets seront payés dans tous les momens & à la première présentation de leurs porteurs; mais dans le plan du ministre, la banque n'offre

roit pour gage & pour assurance du paiement d'une grande partie de ses billets, que des valeurs du trésor-royal à un an & plus de date; elle ne pourroit donc répondre que d'une petite partie de ses billets.

« On parle de la garantie nationale, disoit-il, pour soutenir une caisse établie dans un état de détresse; mais pourquoi la nation doit-elle faire pour la banque ce que le ministre n'ose faire pour la caisse? Le manteau national n'est imaginé que pour couvrir la nudité de la caisse d'escompte; qu'avons-nous besoin d'une caisse qui nous vende notre propre crédit? On dit que les circonstances actuelles où se trouvent les finances, mettent dans la nécessité de se servir de billets qui ne seroient pas convertibles à volonté; dans ce cas, la banque est trompeuse, & ses actionnaires ne sont plus que les instrumens du ministère pour faire un emprunt déguisé sous le masque imposteur d'une nouvelle création ».

M. de Mirabeau prévoyant qu'on lui opposeroit l'exemple de la banque anglaise, qui n'a pas certainement des fonds effectifs, suffisans pour acquitter à chaque instant tous ses billets, a soutenu que cette banque n'avoit jamais montré que ses fonds effectifs fussent au-dessous du montant de ses billets; que cette banque couverte d'un mystère impénétrable n'inspiroit jamais de la défiance, & qu'elle n'a jamais demandé d'autre répit à ses créanciers que le temps nécessaire pour mettre des lingots sous le balancier.

M. de Mirabeau, après avoir fait sentir combien il étoit dangereux d'alimenter l'agiotage par l'établissement de cette banque, en adoptant le plan proposé, assuroit que la France a d'autres moyens pour faire les fonds de 170 millions que le ministre demande pour les besoins extraordinaires de 1789 & 1790. Il s'est élevé avec force contre l'idée qui tend à associer la caisse d'escompte à une banque nationale. Il croyoit que le nom auguste de la nation ne devoit pas être donné à une caisse, qu'il regardoit comme deshonorée par plusieurs faillites... Le privilège exclusif demandé par le projet a été repoussé avec véhémence par l'orateur

qui a terminé son discours, en concluant à ce que le ministre des finances soit informé que l'assemblée nationale attend son plan général pour l'examiner; qu'en attendant elle décrète que les fonds destinés à l'acquittement de la dette publique & de ses intérêts, seront séparés des autres dépenses, & soumis à une administration sous la surveillance nationale.

M. le prince de Poix & M. le Couteux de Canteleu ont demandé qu'il fût nommé six commissaires pour examiner l'état de situation de la caisse d'escompte.

M. Lavenue a prouvé, par un discours dont on a applaudi quelques traits, 1°. que le projet du ministre tenoit à couvrir d'un voile impénétrable les abus de la caisse d'escompte qui ont occasionné sa faillite; 2°. qu'il expose manifestement la caisse d'escompte devenue banque nationale, à faillir de nouveau, ce qui peut déshonorer la nation par une banqueroute; 3°. qu'il compromet ouvertement les revenus de l'état & les livre à l'agiotage qui en dégradant l'administration des finances dévore la substance des peuples; 4°. qu'il attribue un intérêt usuraire à des prête-noms, & non à des prêteurs d'argent.

Ici, M. Camus a observé que dans un discours prononcé par M. de Lavoisier à l'assemblée générale de la caisse d'escompte, cet administrateur dit, à la page 14, que la nation leur a délégué par son décret du six octobre, sixante millions assignés sur la contribution patriotique. M. Camus a lu les articles dix-huit & dix-neuf de ce décret duquel il résulte que la nation n'a pas fait de délégation, & que s'il a été pris des arrangements, l'assemblée doit en être instruite par ses commissaires. » On ne manque pas, disoit-il, de nous instruire de tout ce que nous devons en masse; mais on ne nous donne jamais des détails ni des tableaux de la dette; il faut savoir pourquoi l'on a besoin de tant d'argent & d'une assignation donnée à la compagnie des 60 millions; je m'inscris en faux contre la proposition de M. de Lavoisier, & je demande que ma motion soit inscrite dans le procès-verbal.

» Avant d'inculper sur un faux, a dit M. le Comteux, il faut entendre les administrateurs de la caisse d'escompte, qui demandent à faire connoître leur gestion; mais M. de Montmorenci a observé qu'on ne pourroit s'empêcher d'insérer dans le procès-verbal une réclamation aussi juste que celle de M. Camus.

M. Dupont a repris la discussion de la banque nationale. » Malgré les éclairs multipliés qui vous ont frappé dans le discours de M. le comte de Mirabeau, malgré la vive lumière que M. Lavenue s'est efforcé de répandre sur la matière qui vous occupe, je crois qu'il existe encore quelques vérités utiles qui n'ont pas été suffisamment développées. Une banque est une invention au moyen de laquelle on fait semblant de payer, quoiqu'on ne paie pas. Mais cette imitation de paiement, pour être parfaite, doit approcher de la réalité. Le secret doit être dédaigné par les banques bien administrées. Une pareille banque ne doit jamais mettre en circulation un seul de ses billets qu'en échange contre des valeurs exigibles & solides.

M. Dupont a prouvé ensuite que la caisse d'escompte, dans ses plus grandes calamités, avoit en porte-feuille la valeur de ses billets, & qu'elle avoit en outre un capital considérable, égal au tiers de cette même valeur, il a justifié ensuite cette caisse sur ses quatre arrêts de surseance; il a prouvé, par l'exemple de la banque d'Angleterre, qu'elle avoit suspendu les paiemens de la totalité en 1697, & qu'en 1745, elle les avoit réduits; qu'ainsi il étoit dur de prodiguer des qualifications injurieuses à une caisse qui payoit cent mille écus par jour, tandis qu'on donnoit des éloges outrés à la banque d'Angleterre, qui garde toujours un secret impénétrable. Il a ajouté, enfin, que les administrateurs de la caisse d'escompte & ses actionnaires se font jetés au-devant des malheurs de l'état, au risque de leur honneur & de leur fortune: « Nous savons, a-t-il dit, en quel état le ministre des finances a trouvé le trésor royal; nuls fonds, l'archevêque de Sens avoit dissipé jusqu'aux dons faits pour la construction des hôpitaux, jus-

qu'à ceux destinés à secourir les provinces ravagées par la grêle ; en cet état, le ministre des finances fort de sa réputation & de son zèle, mais foible de l'épuisement général de toutes les caisses, ne put trouver d'autres secours que ceux que la caisse d'escompte lui donna. »

M. Dupont a comparé ensuite les talens de Laws avec la prudence de M. Necker, dont il a adopté le plan, à la charge que toutes les anticipations seront remboursées le plus promptement possible ; que toutes les caisses de recette deviendront des caisses de dépenses ; que le privilège de la caisse d'escompte ne fera pas exclusif ; que l'établissement des banques sera libre comme toutes les entreprises de commerce, & qu'outre l'emploi offert aux billets de caisse dans le rachat des dîmes, & l'acquisition des biens fonds *qui sont à la disposition de la nation*, il fera constamment ouvert un emprunt à des conditions à la fois exclusives de toute immoralité, attrayantes pour les prêteurs, & avantageuses pour la nation, afin d'assurer de toutes parts, aux billets de caisse, un débouché qui les empêche d'excéder les besoins de la circulation, sous l'engagement que tous les fonds provenant dudit emprunt, seront employés au remboursement des dettes les plus onéreuses. C'est ainsi que s'est terminée la première séance sur la banque nationale.

Séance d'hier.

Parmi les tribunaux dont le nom seul désigne les secours & dont l'institution vraiment populaire remonte à plusieurs siècles, on doit distinguer celui de Soissons. Le présidial de cette ville vient de prendre, le 17 novembre, un arrêté ; envoyé à l'assemblée nationale, dont il a généralement devancé les décrets : nous nous empressons de le consigner ici, comme une marque de patriotisme judiciaire qui ne peut manquer de trouver des imitateurs.

« Les officiers du bailliage siège présidial de Soissons ; ensemble les officiers du parquet, considérant que, pénétrés des grands principes de l'assemblée nationale, qui se tendent qu'au bonheur des Français, ils doivent con-

courir, autant qu'il est en eux, à hâter cette époque si désirée, en rendant la justice gratuitement :

» Considérant aussi, que cet acte n'est point un sacrifice pour des officiers qui sont guidés par la raison, par un dévouement sincère à la patrie, & qui sentent combien il est dangereux de mettre un prix à l'exercice de la justice qui est due aux peuples ;

» Ont arrêté unanimement que, dès ce jour, la justice sera rendue gratuitement par le bailliage, siège présidial de Soissons, & que dans l'audience de ce jour, le présent arrêté sera lu & publié, afin que les justiciables en aient connoissance.

« Ont arrêté en outre qu'expédition en sera adressée à Nosseigneurs de l'assemblée nationale, comme un hommage dû à la sagesse de ses décrets,

» Fait & arrêté, &c.

Nous ne répéterons pas les adhésions nombreuses qui se présentent tous les jours de toutes les parties du royaume ; il suffira de rapporter que la ville de la Valette, en Angoumois, adhère au décret concernant la contribution patriotique ; que la ville d'Orthès en Béarn, en adhérant de nouveau à tous les décrets, renonce à tous ses privilèges, & annonce des secours patriotiques.

Les électeurs du bailliage principal de Dijon, réclament instamment l'exécution pleine & irrévocable des arrêtés du 4 août & jours suivans. Une adresse du comité de Sisteron, en ratifiant la renonciation aux privilèges, se plaint de ce que les décrets de l'assemblée ne leur sont pas encore parvenus.

En effet, il est inoui que des décrets si importants, rendus depuis quatre mois, ne soient pas encore légalement publiés dans le royaume, tandis que la loi martiale, le décret de la contribution du quart des revenus & celui des impositions, ont inondé les provinces aussi-tôt qu'ils ont été rendus ; c'est ce qui faisoit dire à M. Regnaud & à M. Rabaud de Saint-Etienne qu'il falloit charger quatre commissaires pour s'assurer de concert avec M. le garde des

iceaux & le secrétaire d'état, des moyens propres à faire parvenir les décrets de l'assemblée d'une manière prompte & exacte dans toutes les municipalités. (1)

M. Robespierre trouvoit ces mesures insuffisantes, & M. de Foucaud proposoit la question préalable, & que M. le président en réclamât auprès du roi l'exécution.

M. le duc de Liancourt a refusé cette proposition ; sur quoi il a été décrété qu'il seroit nommé un comité de quatre personnes, chargées de communiquer avec le garde des-sceaux & le secrétaire d'état, pour s'assurer de l'envoi des décrets de l'assemblée, fonctionnés, acceptés, ou dont le roi a ordonné la publication ; lesquels commissaires prendront connoissance des accusés de réception des tribunaux & municipalités pour en rendre compte à l'assemblée.

On a lu une lettre de M. Mounier, datée de Grenoble, portant démission de sa place de député, & qu'il a fait remettre aux commissaires du Dauphiné. Il sembloit cependant qu'on devoit espérer, d'après quelques phrases de son dernier ouvrage, qu'il s'étoit réservé la liberté de revenir.

On a annoncé un don patriotique assez considérable, fait par M. de Navailles-Bonas. Cet ancien magistrat du parlement de Navarre, donne à la nation la finance de sa charge & les intérêts qui lui étoient dus jusqu'à ce jour, se portant en total à la somme de 10,850 liv. L'assemblée a applaudi à cet acte de patriotisme, ainsi qu'à l'adhésion & soumission absolue aux décrets de l'assemblée nationale, envoyées par les curés du bailliage de Lille en Flandre.

Finances.

M. de Castellane a dit qu'il ne discutera ni les tois de l'administration de la caisse d'escompte, ni ses droits à la reconnaissance de la nation ; il s'est borné à dire que la

(1) Les agens du pouvoir exécutif doivent envoyer les décrets à chaque municipalité & tribunaux directement. C'est par la voie de la poste & non des subdélégués, que ces loix nationales parviendront désormais & directement dans les diverses parties du royaume.

révolution n'étoit pas due aux bureaux de cette administration ; que la caisse d'escompte ne devoit son crédit qu'à la confiance , & que si le public retiroit sa confiance, il ne lui restoit qu'à liquider sa dette ; il croyoit qu'il y avoit des inconvéniens à s'occuper dans le moment du plan de M. Necker ; & avant d'avoir examiné les autres plans, il a proposé en conséquence que l'assemblée nationale chargât son président de demander au ministre des finances ; 1°. Si les actionnaires de la caisse d'escompte avoient consenti au plan proposé ; 2°. quelle est la totalité des sommes dues à la caisse par le trésor royal ? 3°. quelles sont les sommes dues par les particuliers ? 4°. quel est le montant de l'argent qui y a été versé ? 5°. enfin , quelle est la masse des billets en circulation ?

M. de Castellane proposoit encore de charger le comité des finances de faire un rapport des différens plans qui ont été présentés ; de les comparer avec celui de M. Necker , & d'ajourner la question à vendredi.

M. le Coultoux a demandé que les administrateurs de la caisse d'escompte fussent entendus ; que des commissaires fussent nommés pour l'examen de la caisse , & que l'affaire fut ajournée à vendredi pour être jugée.

« Si l'existe pénurie de numéraire , disoit M. Dallarde ; une opération qui a pour base d'enfourir 50 millions , est certainement impolitique. Dès que notre balance du commerce est insuffisante , que le solde ne peut se payer qu'avec de l'argent , des billets qu'on ne peut convertir en espèces ne peuvent le remplacer , & l'embarras du commerce ne peut qu'augmenter par le projet proposé. Cette banque nationale n'est qu'une banque d'emprunt déguisée sous des formes qui ne peuvent servir qu'à alimenter une espèce d'agiotage , de cupidité , d'égoïsme , destructeur de l'esprit public , de la justice & de la morale ».

M. Dallarde a cherché à prouver ensuite que les avantages que l'on faisoit espérer étoient illusoires. Que seront ces 240 millions des billets de la caisse d'escompte , disoit-il , si ce n'est des billets d'état ? Et pourquoi donner à la

caisse le privilège de les distribuer avec un bénéfice de trois ou quatre pour cent ? Pourquoi rendre la nation responsable d'un pareil bénéfice envers les actionnaires ? Pourquoi l'exposer à la garantie d'une mauvaise administration ou d'un événement imprévu ? ne vaudroit-il pas mieux que la nation créât le papier elle-même , pour en employer 70 millions à s'acquitter avec la caisse d'escompte ? elle gagneroit cinq pour cent sur la totalité des 240 millions.

Mais il y a plus ; cette opération ingénieusement calculée en banque , est fautive en principes d'administration. »

M. Dallarde a prouvé qu'on chercheroit en vain des ressources ailleurs que dans un plan général , qui en embrassant toutes les branches de l'administration , en reformeroit tous les abus. » Ce n'est pas de l'argent qu'il faut chercher à emprunter , ajoutoit-il , c'est la confiance qu'il faut ramener par une meilleure organisation de la dette , de l'impôt & d'une caisse nationale , susceptible d'être convertie en banque. Le crédit renaîtra , lorsque vous en aurez ordonné l'établissement & que les subsides qui y entreront seront le gage des créanciers de l'état , & qu'ils assureront l'exécution de vos décrets sur le paiement de la dette. Le crédit renaîtra lorsqu'un fonds incontestable d'amortissement ne pourra jamais être diverti & qu'il opérera successivement le remboursement des capitaux ; le crédit renaîtra lorsque des opérations positives procureront à la caisse nationale un capital disponible de plus d'un milliard , sans avoir encore recours aux biens du clergé ; le commerce fleurira , l'intérêt de l'argent sera diminué , & l'agriculture encouragée par la destruction des impôts indirects , sera dans un grand état de prospérité ; voilà les effets d'un nouveau régime d'imposition & de la prompte organisation de la caisse nationale. Je demande qu'il soit nommé un comité d'imposition , composé de six membres de l'assemblée , & de six autres choisis dans les comités des finances , de judicature , d'agriculture & de commerce , pour présenter le tableau des ressources prompt-

tes que l'organisation de la caisse nationale & le nouveau régime d'imposition doivent procurer.

M. Gou d'Arcy a proposé un projet de décret dont plusieurs membres ont demandé l'impression.

M. de la Ville-le-Roux a proposé un autre décret en huit articles, & pour déterminer la délibération de l'assemblée; il a présenté un tableau des bénéfices des actionnaires & de ceux de la nation.

« D'après cet arrangement, disoit-il, la nation paie, par le seul bénéfice & le seul crédit de ses billets, l'intérêt de cent millions dus à la caisse d'escompte; elle obtient cent soixante-dix millions par an, à trois pour cent, & libre au bout de douze ans envers tous les créanciers étrangers, elle peut établir la banque nationale sur la base qui lui conviendra le mieux. »

M. le comte de Macaye a proposé encore un projet de décret, dont l'impression a été demandée.

M. Fréteau a obtenu en un instant plus de succès que tous les orateurs qui l'avoient précédé; sans s'occuper de ces différents projets de banque, il est allé au véritable but, celui d'obtenir du ministère la communication des états de toutes les dettes contractées jusqu'à présent par le gouvernement, & l'époque de la motion de M. Fréteau se remarquable; car c'est à pareil jour, 21 novembre 1787, que ce vertueux magistrat faisoit son entrée dans la citadelle de Doulan en Picardie, pour avoir fait devant le roi la même motion qu'il a reproduite hier, 21 novembre 1789, au milieu de l'assemblée nationale.

« J'ose rappeler à l'assemblée, a dit M. Fréteau, si elle me permet de faire mention d'un fait individuel, que pour s'opposer à l'enregistrement de l'emprunt de 420 millions, proposé par M. de Brienne, emprunt qui devoit coûter à l'état neuf pour cent d'intérêt viager, plus le remboursement de la moitié entière du capital de cet emprunt; le magistrat qui combattit plus fort le plan du ministre d'alors, s'appuya sur le refus constant des états des finances,

& il osa représenter au monarque en personne, combien il répugnoit à sa majesté de se couronner & à la grandeur de son caractère de paroître surprendre, sur un objet si important pour les peuples, un consentement dénué de tous motifs, ou appuyé sur des bases aussi fragiles, qu'un état gravé le 25 mai 1789, lors de la rupture de la première assemblée des notables, état que nous avons encore, & qui, par une exagération coupable, portoit le déficit à 90 millions effectifs, non compris les remboursemens à époques fixes ».

« La précision, dans ces circonstances délicates, est le premier devoir de ceux qui guident une nation; elle est plus nécessaire que jamais, quand des associations puissantes de banque ou de commerce sont prêtes à recueillir, & même à profiter avec empressement des termes de nos décrets, auxquels ils donnent une extension un peu inquiétante pour l'assemblée nationale elle-même. Vous l'avez vu, Messieurs, par le mémoire dont il vous fut rendu compte hier ».

« Jamais, j'ose le dire, rien de si critique dans ses effets, de si délicat dans ses suites prochaines pour la considération de l'assemblée; d'aussi effrayant dans les conséquences ultérieures pour la nation, n'a été présenté à de votre discussion. Après avoir commencé autant de réformes salutaires pour les peuples des campagnes; après les avoir élevés (en espérance au moins) jusques à la prochaine & entière libération de la gabelle & des aides; ce n'est pas, dans la détresse actuelle du commerce & des manufactures, une idée à adopter légèrement que celle qui tend à substituer des feuilles volantes à des écus, & qui commence la régénération du fisc, par une multiplication énorme de valeurs fictives, dont le premier effet seroit de l'aveu de M. Dupont lui-même, de faire refluer le numéraire & de retirer le reste des espèces hors du commerce & peut-être même hors du royaume.

De vifs applaudissemens ont augmenté dans l'assemblée nationale la gloire que M. Freteau s'étoit acquise pour le même objet au milieu de sa compagnie; sa motion alloit

être adoptée lorsque MM. de Crillon, du Chatelet, Cafalès, Bouche, Camus, Brunet de la Tuque, Dailli, de Montesquieu, de Montmorenci, d'Haramburg, Lanjuinais, & l'abbé Gibert, ont proposé diverses observations & amendemens.

On a ajourné celui de M. Camus, tendant à réclamer l'état des payemens & emplois d'argent faits depuis le premier mai dernier. On est ensuite allé aux voix sur la motion principale de M. Fréteau, qui a été adoptée, & dont est résulté le décret suivant :

« 1°. Que l'assemblée nationale demande la communication authentique du tableau des engagemens pris par le gouvernement avec la caisse d'escompte pour le 31 décembre prochain, avec la note des dates & des conditions de ces avances.

» 2°. De l'aperçu justifié des dépenses extraordinaires évaluées pour la fin de 1789, à 90 millions, & pour 1792, 80 millions au moins.

» 3°. De toutes les anticipations subsistantes.

» 4°. De l'état des arrérages, intérêts, pensions ou rentes arriérées.

» 5°. Des reliquats dus par les départemens.

» 6°. Des effets dont le remboursement a été suspendu.

Le tout sans préjudice des tableaux au vrai justificatif de l'état passif des finances pour la totalité de la dette publique.

On souscrit, à Paris, chez CUSAC, Libraire, au Palais-Royal, Nos. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.